

Conseil municipal du 16 octobre 2014.
Déclaration des élus Saint-Étienne vraiment à gauche.

Alors que la discussion sur le budget 2015 et ses 21 milliards de coupes dans les dépenses publiques vient de s'engager à l'Assemblée nationale, une nouvelle salve d'attaques se prépare contre les salariés.

En ligne de mire: l'indemnisation des chômeurs.

Sous prétexte de réduire le déficit de la Sécurité sociale dû à l'explosion du chômage et aux baisses ou exonérations des cotisations payées par le patronat, la prime de naissance passera de 923 € à 308 € à partir du 2ème enfant, le congé parental passera de fait de 3 ans à 18 mois. En parallèle, la taxe de 75% sur les plus hauts salaires disparaîtra au 1er janvier 2015. Tout un symbole !

En concédant entre 120 et 350 € de plus... par an aux allocataires du RSA, le gouvernement prétend lutter contre la pauvreté. Mais dans le même temps, il accorde un nouveau cadeau fiscal aux gens qui ont les moyens d'investir dans l'immobilier pour louer à leur enfants : 5 250 € par an.

Le 9 octobre, les négociations sur le « dialogue social » ont repris. Il s'agit cette fois de discuter la hausse ou la suppression des « seuils sociaux », c'est à dire les seuils d'effectifs à partir desquels un employeur a l'obligation d'organiser des élections professionnelles.

Mais sans rapport de forces favorable aux travailleurs, ces négociations ne serviront qu'à faire avaliser par les représentants syndicaux de nouveaux reculs. Au final, elles aboutiront à l'acceptation des « réformes » voulues par le MEDEF, comme cela a été le cas pour le « pacte de compétitivité », les précaires et les intermittents du spectacle.

La solution ne viendra pas de ces négociations dans lesquelles s'enlisent les confédérations syndicales. Elles ne pourront venir que de l'extension et de la convergence des luttes.

Car des luttes, il en existe dans de nombreux secteurs, tant les mécontentements sont massifs.

Les pilotes d'Air France viennent de montrer que face au patronat et au gouvernement, la grève reste encore le meilleur moyen de construire le rapport de forces. Les femmes de chambre de l'hôtel parisien de luxe Park Hayat ont, après cinq jours de grève, gagné l'équivalent de 400 à 500 € par mois. La détermination affichée le 23 septembre dernier par les personnels des services hospitaliers a permis des victoires à Caen ou Villejuif. Autant de luttes qui, après celles des cheminots, des postiers, de Notre Dame des Landes, sont les preuves que des résistances sont possibles, pour arriver à l'indispensable « tous ensemble ».

Aujourd'hui 16 octobre, la CGT, parfois rejointe par d'autres organisations syndicales, a appelé à une journée de mobilisation nationale et interprofessionnelle contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. En l'absence de véritables perspectives, cette journée est un échec.

Au delà de cette journée, il faut un vrai plan d'action pour construire l'affrontement nécessaire avec Hollande, Valls et Macron, avec l'objectif de faire plier patronat et gouvernement.

Face à la violence des attaques de ce gouvernement, c'est un mouvement d'ensemble, une grève massive et prolongée qu'il faut préparer !

Nous profitons de cette déclaration pour avertir les élus de ce qui se trame à la Poste. La direction régionale du courrier a décidé de délocaliser les facteurs et les factrices de Saint-Etienne et Oissel dans les locaux de la Plate Forme Régionale située aux Cateliers. C'est un contresens écologique car cela va entraîner un accroissement des trajets. C'est aussi l'occasion pour la Poste de diminuer les emplois. Dans le même temps, la Poste est en train de siphonner les activités de la Plate Forme en les délocalisant petit à petit pour les disperser dans d'autres établissements. Il s'agit en fait pour la direction de la Poste de réduire un personnel particulièrement résistant et de se débarrasser de sections syndicales combattives. Ces mesures appellent les postiers et les postières à une riposte unie. Nous devons les soutenir.